

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

le 24 juin 2020

## **Un nouveau rapport examine l'influence du secteur des combustibles fossiles sur le financement et les priorités de la recherche universitaire**

Alors que le gouvernement de l'Alberta lance son examen *Alberta 2030* du système d'enseignement postsecondaire, un nouveau rapport du Projet Corporate Mapping et de l'Institut Parkland soulève de grandes questions concernant l'accomplissement par les universités de leur mandat d'intérêt public. Rédigé par Laurie Adkin, économiste politique à l'Université de l'Alberta, le rapport *Knowledge for an Ecologically Sustainable Future? Innovation Policy and Alberta Universities* examine les implications pour la production des connaissances nécessaires à une économie et une société écologiquement durables les priorités de financement de la recherche des gouvernements fédéral et provinciaux.

Le rapport retrace le financement de plusieurs sources gouvernementales et d'entreprises sur une période de vingt ans pour documenter les domaines de la recherche énergétique et environnementale qui ont été priorisés dans les principales universités de recherche de l'Alberta. Les données confirment la forte pondération de cet investissement vers la recherche et le développement technologique (R&D) liés aux combustibles fossiles centrés dans les facultés de génie. Des domaines de recherche tels que les énergies renouvelables, l'efficacité et la conservation de l'énergie, la planification sociale et l'agriculture durable, entre autres, ont été relativement sous-financés. Cette tendance se retrouve non seulement dans le financement des subventions, mais aussi dans la création de chaires et d'instituts de recherche.

D'autres études sur les universités intégrées dans les économies extractives de carbone ont montré que les entreprises investissant directement et indirectement dans les secteurs des combustibles fossiles exercent une influence significative sur les priorités de recherche des universités. Ils le font grâce à leur présence étendue au sein des conseils universitaires et des conseils de centres et instituts, ainsi que leurs marques d'entreprise dans les bâtiments, les laboratoires, les écoles et les fonds de bourses. Bien que ces relations fonctionnent dans les universités de l'Alberta et de Calgary, Adkin soutient que les liens entre les décideurs gouvernementaux et les entreprises influencent la prise de décision au niveau des agences d'innovation elles-mêmes. Les administrateurs universitaires jouent également un rôle dans la définition des priorités des organismes de financement.

Parmi les conclusions du rapport :

- De 1999 à 2016, 63% du financement du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (CRSNG) pour la recherche énergétique dans les deux universités est allé à la R&D liée aux combustibles fossiles, et seulement 11% aux énergies alternatives et à la conservation d'énergie combinés.
- Le financement de la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI) pour les projets énergétiques a favorisé la R&D sur les combustibles fossiles par rapport aux autres catégories de recherche énergétique selon un ratio de 4:1.
- Les organismes provinciaux ont alloué environ 6,4 milliards de dollars à la recherche liée aux combustibles fossiles depuis 1997, dont près des deux tiers sous forme de crédits de redevance ou de subventions aux sociétés. En revanche, le montant investi dans les énergies renouvelables et la R&D sur l'efficacité énergétique ne représente que 4% du montant investi dans la R&D liée aux combustibles fossiles, et l'investissement dans la recherche environnementale et les sciences du climat ne représente que 3%.
- L'investissement dans l'agriculture durable, quelle que soit l'agence, est négligeable.

Adkin soutient que le discours sur le développement durable adopté par de nombreux politiciens et administrateurs universitaires cherche à concilier l'extraction des combustibles fossiles avec la science du changement climatique en promettant des technologies d'extraction et de valorisation/raffinage plus propres et plus efficaces. Au lieu de privilégier la production de connaissances et de technologies nécessaires à un avenir post-carbone écologiquement durable, nos universités contribuent à prolonger l'ère fossile.

Adkin conclut en affirmant que les universités devraient jouer un rôle de leader dans la cultivation et l'avancement des connaissances nécessaires au changement social, écologique et économique. Les Albertains et les Canadiens ont besoin de leurs universités pour aider à développer une production alimentaire durable, la gestion de l'eau, des énergies renouvelables, des matériaux durables, des services sociaux de haute qualité, une planification démocratique, la réconciliation avec les Premières Nations, et d'autres dimensions d'une vie agréable dans un monde où le carbone est contraint.

Le rapport souligne qu'un tel mandat ne concerne pas seulement les disciplines des sciences et de l'ingénierie. L'ampleur de la transition nécessite que les organismes de financement encouragent la construction de ponts interdisciplinaires et adopter une compréhension beaucoup plus holistique de «l'innovation»—une vision qui comprend les connaissances sociales, culturelles et politiques, ainsi que technologiques. Adkin dit: «Nous devrions penser à l'innovation en termes de décarbonisation, décolonisation et démocratisation.»

«Les conflits identifiés dans le rapport sont mis en évidence par l'affirmation du gouvernement de l'Alberta selon laquelle le système d'enseignement postsecondaire doit mettre l'accent sur les aptitudes et les compétences requises dans l'économie et le marché du travail d'aujourd'hui», déclare Adkin. «Cela signifierait continuer de privilégier les aptitudes et les compétences liées aux industries extractives. Nous devrions plutôt penser aux besoins et aux possibilités de l'Alberta à l'avenir. Comment pourrions-nous fournir des moyens de vie durables et les occupations diversifiées ? Avec quelles ressources et avec quels liens au monde au-delà de nos frontières construirons-nous une société exemplaire dans les limites écologiques? Construire cet avenir exigera un leadership vocal et fondé sur des principes de la part des universitaires et des administrateurs universitaires.»

L' Institut Parkland est un institut de recherche sur les politiques publiques non partisan de la Faculté des arts de l'Université de l'Alberta. Le rapport *Knowledge for an Ecologically Sustainable Future? Innovation Policy and Alberta Universities* peut être téléchargé sur le site Web de l'Institut Parkland.

*Ce rapport a été réalisé dans le cadre du Corporate Mapping Project (CMP). Le CMP est une initiative de recherche et d'engagement du public dirigée conjointement par l'Université de Victoria, les bureaux du Centre canadien de politiques alternatives en Colombie-Britannique et en Saskatchewan, et l'Institut Parkland. Cette recherche a été soutenu par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH).*

-30-

Pour plus d'informations ou pour organiser des entretiens:

Ricardo Acuña  
Directeur exécutif  
Tél. 780-951-7180  
racuna@ualberta.ca